Décrets administratifs

Gouvernement du Québec

Décret 1074-2007, 5 décembre 2007

CONCERNANT le Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques

ATTENDU QUE le Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, ratifié par le Canada le 17 décembre 2002, est entré en vigueur le 16 février 2005;

ATTENDU QUE ce protocole, pris en vertu de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, vise essentiellement à stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique afin que les écosystèmes puissent s'adapter naturellement aux changements climatiques, que la production alimentaire ne soit pas menacée et que le développement économique puisse se poursuivre d'une manière durable;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec a adhéré aux principes et aux objectifs de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et s'y est déclaré lié par le décret numéro 1669-92 du 25 novembre 1992, laquelle convention est entrée en vigueur le 21 mars 1994 sur le territoire du Québec;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec adhère aux principes et aux objectifs du Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec a approuvé un plan d'action sur les changements climatiques intitulé: «Le Québec et les changements climatiques. Un défi pour l'avenir», par le décret numéro 543-2006 du 14 juin 2006, afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre au Québec et prendre les mesures nécessaires en vue de s'adapter aux changements climatiques;

ATTENDU QUE le Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques porte sur des matières ressortissant à la compétence constitutionnelle du Québec;

ATTENDU QUE, pour être lié par un accord international ressortissant à la compétence constitutionnelle du

Québec, le gouvernement doit prendre un décret à cet effet en vertu du troisième alinéa de l'article 22.1 de la Loi sur le ministère des Relations internationales (L.R.Q., c. M-25.1.1);

ATTENDU QUE ce protocole constitue un engagement international important en vertu du paragraphe 4^o du deuxième alinéa de l'article 22.2 de cette loi;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 22.4 de cette loi, la prise d'un décret, en ce qui concerne tout engagement international important, à l'effet que le gouvernement se déclare lié par un accord international ressortissant à la compétence constitutionnelle du Québec, ne peut avoir lieu qu'après son approbation par l'Assemblée nationale;

ATTENDU QUE l'Assemblée nationale a approuvé, le 28 novembre 2006, le Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie et de la ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs:

QUE le gouvernement du Québec adhère aux principes et aux objectifs du Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et s'y déclare lié étant entendu que:

— le gouvernement du Québec affirme qu'il est seul compétent pour assurer la mise en œuvre de ce protocole au Québec dans chacun des domaines de sa compétence;

— le gouvernement du Québec assurera la mise en œuvre de ce protocole au Québec selon les dispositions prévues au plan d'action sur les changements climatiques intitulé: «Le Québec et les changements climatiques. Un défi pour l'avenir», lequel a été approuvé par le décret numéro 543-2006 du 14 juin 2006;

QUE la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie soit chargée de transmettre cet engagement aux instances appropriées.

Le greffier du Conseil exécutif,
GÉRARD BIBEAU